



# UNION DÉPARTEMENTALE DES SYNDICATS

## Confédération Générale du Travail

### FORCE OUVRIÈRE

### DES CÔTES D'ARMOR

#### XXV<sup>ème</sup> CONGRÈS

#### Motion sur le Service National Universel (SNU) pour la jeunesse.

Le Congrès de l'UD CGTFO 22, laïque, pacifiste internationaliste, dit non à la guerre : les travailleurs ne sont pas des ennemis, quel que soit le pays où ils sont nés et où ils travaillent.

Par contre, ils sont toujours les victimes à grande échelle des guerres. Le Congrès dénonce la militarisation de la jeunesse, il demande l'abandon définitif du Service National Universel (SNU).

La CGTFO 22, constate que le gouvernement prépare la guerre (augmentation énorme des budgets militaires) et la militarisation de la **Jeunesse** en est un prélude inéluctable. Lors de la préparation de la loi de programmation militaire le gouvernement envisage la mise en place de "*nouveaux dispositifs juridiques*" permettant de "*demander à des entreprises civiles de mettre leur capacité de production et leurs ressources humaines au service de la production militaires*" et aussi d'*identifier les normes (...) dont nous pourrions nous passer durant la crise (droit de la commande publique, droit du travail)*".

C'est l'ensemble des droits des travailleurs que le gouvernement s'apprête à liquider au profit des industries de guerre.

Nous constatons que les moyens de l'instruction dans les écoles régressent ; que les conventions collectives et les statuts sont mis à mal ou réduites, que notre système de protection sociale par répartition est en danger, que le langage gouvernemental et patronal utilisé très souvent dans les accords d'entreprises ou les accords nationaux prend une tournure corporatiste plus qu'inquiétante.

Dans le cadre du SNU, les jeunes seraient contraints de perdre deux semaines de temps scolaire pour un stage de cohésion militaire, et contraints de faire 84 heures de travail d'intérêt général payées 1,28 € de l'heure. Nous refusons l'exploitation de la jeunesse.

C'est pourquoi, nous combattons avec force et vigueur le **SNU** qui ne vise qu'à endoctriner la jeunesse, la discipliner, la mettre au pas pour lui apprendre à obéir.

Devant et malgré le refus de la **Jeunesse** de se laisser embrigader, le **Gouvernement Macron/Borne** a voulu rendre obligatoire la participation de **800 000 jeunes** tous les ans à cet ersatz de *service militaire*. Les objectifs de 50 000 jeunes pour la première tranche de mise en place sont loin d'être atteints et c'est tant mieux dans le cadre de la préparation mentale au dit volontariat.

Devant ce refus de la **Jeunesse**, le **Gouvernement Macron/Borne**, pris dans une spirale de répression, tentera peut-être sur ce projet de passer en force comme pour la *Réforme des Retraites*. On pourrait penser que devant le peuple tout entier soulevé contre la politique totalement réactionnaire du **Gouvernement**, celui-ci renonce, à la mise en œuvre de *l'Obligation du SNU*, ce serait mal connaître l'**autoritaire Président** qui prétend gouverner et régenter nos corps et nos consciences.

L'UD CGTFO 22, inscrit son action dans la continuité de la Charte d'Amiens et a toujours assumé ses mandats et son engagement pour défendre les libertés et pour lutter contre toutes formes de discriminations et de dérives sectaires ou autoritaires, nous continuerons à défendre le droit à la pensée libre.

En conséquence pour la jeunesse, nous exigeons le retrait du SNU et toute la propagande qui va avec.

Voté à l'unanimité moins trois abstentions